

Le MRAP dans la décolonisation

Le 5 septembre 1949, "Le Figaro" titre: "Agressions et vols: les Nord-Africains continuent leurs exploits". Le MRAP n'avait pas six mois d'existence. C'est dire que dès sa fondation, le MRAP, alors Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix, aura à connaître un racisme autre que celui qui a entraîné le génocide des Juifs pendant la guerre.

En 1945, l'Algérie est française. Ayant puisé dans le potentiel des "colonies" pour organiser la reconquête du territoire, le Général de Gaulle est encore bien loin des idées d'indépendance qu'il sera pourtant obligé d'admettre des années plus tard. A Brazzaville, en 1944, il déclare: "Les fins de l'oeuvre de civilisation de la France dans ses colonies écartent toute idée d'autonomie". L'armée est là pour le rappeler. En Algérie, département français où vivent plus d'un million d'originaires de métropole, l'armée écrase, le 8 mai 1945, une manifestation d'Algériens réclamant l'indépendance. On comptera des milliers de victimes dans la population. A Madagascar, autre colonie française, on réprime en 1947 les mouvements nationalistes: sans doute près de 90.000 morts.

1949-1962 : Près de quinze ans de lutte pour la dignité des peuples

Après la guerre d'Indochine (1945-1953), qui deviendra très vite un des chevaux de bataille de l'extrême-droite française (1), éclata la guerre d'Algérie, en novembre 1954. On peut parler d'une période noire pour les Algériens vivant en France. Bien que déjà étroitement surveillés par la police, qui pratiquait déjà la rafle au faciès systématiquement, comme le 8 décembre 1957 où 15.000 Algériens sont arrêtés en France, les immigrants maghrébins en France durent subir une extraordinaire poussée de racisme, au moment même où les grands industriels français les faisaient venir massivement en

France. L'extrême-droite clame partout la nécessité de l'Algérie française. L'enlèvement de la guerre, les percées du F.L.N. en Algérie et en France, contribuent à ce que la répression des travailleurs immigrés s'accroisse. Pendant ce temps, le MRAP lutte sur trois fronts.

Celui de l'information: **Droit et Liberté** publie des reportages, des articles dénonçant l'injustice de la société coloniale en Algérie et la situation faite aux travailleurs en France. La solidarité: pas une rafle au faciès, pas une exaction de l'O.A.S. plus tard, sans qu'il y ait immédiatement une riposte. Enfin, sur un plan plus général, la dénonciation du colonialisme amène le MRAP à participer à tous les mouvements de protestations organisés par les mouvements et partis politiques français.

Ainsi, entre 1954 et 1958, la guerre d'Algérie va polariser la vie politique française, jusqu'à provoquer la chute de la quatrième République. La brutale arrivée de de Gaulle au pouvoir est vécue en mai 1958 par les nombreux démocrates comme une sorte de coup d'Etat. Le MRAP participe à l'énorme défilé de défense de la République, le 28 mai.

L'extrême-droite française, au début, se rallie à de Gaulle pour qu'il maintienne l'Algérie française.

La crise s'amplifie, l'Organisation Armée Secrète, organisation terroriste, multiplie les attentats en Algérie et en France. La répression contre les Algériens en France se durcit. Le 17 octobre 1961, une manifestation pacifique est chargée par la police. On comptera plus d'une centaine de morts. Le 11 novembre 1961, afin de rappeler l'importante contribution des Nord-Africains à la libération de la France, le MRAP organise une manifestation devant la plaque apposée avenue Daumesnil, à Paris, "à la mémoire des Français et des

Nord-Africains tombés pour la libération de Paris". Sur le tract, on peut lire: "Venez nombreux, vous affirmerez ainsi votre attachement à la fraternité née des luttes communes contre le nazisme et le racisme, pour la liberté et la démocratie".

Le 8 février 1962, une manifestation de protestation contre les attentats de l'OAS est organisée à Paris. Le MRAP y participe. La police intervient: il y aura neuf morts à Charonne.

19 mars 62, le cessez-le-feu est signé. C'est la fin de la guerre, mais le racisme anti-maghrébin ne sortira que renforcé de cette défaite du colonialisme français.

J.M. O.

(1) On rappellera la haine déclenchée par Pierre Mendès-France, président du Conseil, quand il mit fin à la guerre après Dien-Bien-Phu, et notamment les injures antisémites proférées par Le Pen, alors député poujadiste, à son égard.

Droit et Liberté

89 rue Oberkampf,
75543 PARIS CEDEX 11
Téléphone: 48.06.88.00
CCP 9 239-81 PARIS

Directeur de la publication

René Mazenod

Maquette

Véronique Mortaigne

Secrétariat de rédaction

Monique Khellaf

Comité de Rédaction

Bertrand Bary, Gérard Coulon, Claude Gavaille, Dominique Lahalle, René Mazenod, Claire Rodier.

N° de Commission paritaire: 61013

Imprimerie de Montligeon (61)

Abonnement d'un an: 80 F